

Palestine-Israël: L'Union Européenne sacrifie-t-elle le droit international ?

Le 26 mai 2020, le Haut Représentant pour les Affaires étrangères de l'UE et vice-président de la Commission européenne Josep Borrell a eu un échange téléphonique avec le nouveau ministre des Affaires étrangères d'Israël Gabi Ashkenazi.

Alors que le gouvernement de coalition israélien entré en fonction le 17 mai 2020 a annoncé l'annexion dès le 1^{er} juillet de parties de la Cisjordanie occupée depuis 1967, M. Borrell ne trouve rien de mieux que rappeler l'amitié et les excellentes relations entre Israël et l'UE. (voir le communiqué de presse https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/79936/israel-high-representativevice-president-josep-borrell-speaks-foreign-minister-gabi-ashkenazi_en.)

En lisant le compte rendu de cet échange, nous ne sommes vraiment pas fiers d'être des citoyens européens. Il semble que l'UE soit le caniche d'Israël, tout comme Tony Blair a été le caniche de G.W. Bush, au début de la guerre contre l'Irak. Dans les deux cas, c'est le droit international qui est en jeu.

Devons-nous supposer que l'UE va accepter l'annexion illégale annoncée de certaines parties de la Cisjordanie - probablement avec une déclaration vague - et ainsi participer au démantèlement ambiant du droit international?

En tant que citoyen de l'UE, nous rêvons désespérément de dirigeants politiques adoptant une stratégie claire sur la manière de défendre le droit international, les droits de l'homme et le droit à l'autodétermination pour tous les êtres humains.